

Royaume-Uni: Des élections pas anodines

Quelle que soit son issue, le vote du 7 mai aura des conséquences pour la finance européenne. Page 12

Börse Luxemburg: Gewinn von 10,8 Millionen Euro

Dividende je Aktie um 20 Prozent erhöht. Seite 43



Deuxième rapport annuel de la Fondation Idea sur la situation du Luxembourg

Des idées qui devraient déranger

Sept distorsions sur lesquelles il faudrait revenir

PAR THIERRY LABRO

Impertinente, la Fondation Idea a publié hier matin son deuxième rapport annuel sur la situation de l'économie. 26 pages de contexte international, 15 d'analyses luxembourgeoises et 16 qui pointent des distorsions, ces choses qui «ont toujours existé mais dont la pertinence, la valeur ajoutée sociétale, le coût à la charge de la collectivité ou l'équité posent de sérieuses questions sur leur pérennité.

Selon les analyses du «laboratoire d'idées» Idea, les patients - l'économie mondiale et l'économie luxembourgeoise - vont mieux. Son directeur, Marc Wagener, ses économistes Michel-Edouard Ruben et Muriel Bouchet, ne sont pas en blouse blanche, mais comme tout médecin, ils préconisent sur leur ordonnance une cure de prudence, de réformes structurelles et quelques mesures vitaminées.

Car si l'économie mondiale a finalement connu une croissance de 3 % au Luxembourg (3,3 % au niveau mondial) en 2014, ce qui a eu pour effet de maintenir le solde des administrations publiques dans le positif (+0,9 % du PIB) et le taux de chômage à un niveau stable à 7 % tandis que l'emploi progressait de plus de 9.500 unités, il reste encore quelques quintes de toux à surveiller: la question grecque n'est toujours pas vraiment réglée, les déséquilibres entre les économies française et allemande (les deux plus gros partenaires commerciaux luxembourgeois) sont de plus en plus évidents, la zone euro compte 18 millions de chômeurs, la dette publique doit être réduite, la faiblesse de l'euro ne peut pas durer et le plan Juncker peine à trouver des investissements éligibles.

Le «docteur» Wagener justifie même une piqûre de rappel par un tableau sur lequel «le Luxembourg brille rarement par ses réponses aux recommandations européennes» en matière de réformes structurelles. Il n'y a que



Muriel Bouchet, Marc Wagener et Michel-Edouard Ruben avouent ne pas être toujours d'accord entre eux. Mais la Fondation Idea se veut une force de propositions apolitique. (PHOTO: CHRISTOPHE KARABA)

Chypre, la Bulgarie et la République tchèque derrière lui. Selon les trois experts, la fièvre due à l'échange automatique d'informations, à la baisse des recettes de TVA liée au commerce électronique et au risque de «Luxembourg bashing» lié à la présidence de l'Union européenne à partir de juillet, devrait progressivement retomber parce qu'assez bien intégrée par le monde économique et politique.

Des pilules difficiles à avaler

Consentent que les remèdes de cheval (les réformes structurelles) n'auront pas forcément des effets à court terme, le staff d'Idea ajoute quelques idées de pilules aux effets plus facilement mesurables mais pas forcément plus faciles à avaler.

Combien de couples mariés avec deux enfants sont prêts à entendre que la fiscalité qui leur est réservée est «très favorable» par

rapport à un célibataire et «qu'il est discutable que la collectivité ait à subventionner pareil événement heureux?»

Combien de salariés sont prêts à entendre que certains jours de congé extraordinaires n'ont pas de logique (plus de jours pour la naissance d'un enfant pour un père dans le public que dans le privé ou deux fois plus de jours pour un mariage que pour un enterrement, par exemple)?

Combien de contribuables seraient prêts à renoncer à ces vingt dépenses fiscales (dont 58 % de primes pour le logement sans étude d'impact) qui coûteront 786 millions d'euros en 2015?

Combien de fonctionnaires sont prêts à faire un effort compte-tenu du fait qu'ils touchent une rémunération, à qualification égale et à âge égal, de 20,4 % supérieure à celle du privé?

Combien d'entre eux seraient prêts à renoncer à «l'allocation de

famille», 500 euros par fonctionnaire qui donnent des droits à pension, qui a remplacé l'allocation de chef de famille de 1983, et que la Cour des comptes juge de même nature que les allocations familiales qu'ils touchent aussi?

Combien de retraités sont prêts à participer à l'effort collectif par l'impôt foncier ou par les allocations de fin d'année, au prétexte qu'ils ont travaillé tôt, connu les belles années qui leur ont permis d'investir dans la pierre et d'épargner au point de se retrouver avec des pensions moyennes de 3.400 euros, supérieure de 6 % au niveau de vie moyen des ménages luxembourgeois, deux fois moins exposés au risque de pauvreté que les salariés et trois fois moins que la population en général?

Combien de chômeurs ou de jeunes sont prêts à aller travailler dans des secteurs comme l'Horeca, le BTP ou le commerce puisque l'inadéquation avec le marché du travail vient en grande partie de problèmes de qualifications (linguistiques d'abord, professionnelles ensuite)? Combien de ceux qui touchent le Revenu minimum garanti pourront entendre que cette mesure pour l'insertion «n'a pas vocation à se transformer en aide sociale à vie» sachant que 89 % de ses bénéficiaires sont aujourd'hui dispensés de participer à des mesures d'insertion?

Autant de médicaments jugés homéopathiques dans les discussions budgétaires mais aux effets secondaires potentiellement dévastateurs dans les débats qu'ils peuvent susciter.

Le mythe des TIC

Luxembourg. A l'heure où on ne jure que par les technologies de l'information et de la communication (et de la Fin-Tech), le croisement des données de Datastream et de Natisx dans le rapport d'Idea montre qu'en vingt ans, aux Etats-Unis, la part de ce secteur dans l'économie est passée de 3 à 8 % du PIB... alors que l'emploi a chuté de 3,5 à 3 %.

Pour le Luxembourg, «les compétences que ces activités requièrent risquent pour la plupart d'être importées

(travailleurs frontaliers ou nouveaux résidents)», notent les auteurs du rapport. «Le pari des niches de compétences du gouvernement», a commenté M. Wagener, «avec des secteurs qui, logistique exceptée, sont faibles en termes d'emplois, ne va pas résoudre le problème du chômage. Il serait prudent de s'orienter vers d'autres secteurs, qui recrutent aussi des salariés moins qualifiés, comme l'Horeca, le BTP, le commerce ou les services domestiques. «Ces secteurs rémunèrent le cas échéant à

un niveau plus proche du salaire minimum, mais ont, de la sorte, une grande capacité d'absorption de salariés peu ou non qualifiés.»

Or 55 % des chômeurs au Luxembourg sont peu qualifiés, manque de compétences linguistiques, sont en concurrence avec des frontaliers prêts à accepter des emplois moins rémunérés et sont parfois au cœur d'un système de prestations sociales qui génère des pièges à inactivité, dit Idea en citant la Commission européenne.

(T. L.)